Res
HC115
C3663
1994

Un nouveau cadre de la politique économique

Exposé de
l'honorable Paul Martin, c.p., député

au Comité permanent des finances
de la chambre des communes

le 17 octobre 1994

Gouvernement du Canada Government of Canada

Canada

En février dernier, lorsque nous avons présenté notre premier budget, notre gouvernement a pris envers les Canadiens un engagement d'ouverture permanente du processus budgétaire. Notre rencontre d'aujourd'hui et le dialogue national qui suivra, découlent de cet engagement.

Nous avons également pris un autre engagement. Nous avons déclaré que le budget de février constituait la première phase d'un processus en deux étapes. La seconde consiste à repenser entièrement le rôle de l'État dans l'économie. Mon exposé d'aujourd'hui fait également partie de ce processus.

Plus précisément, je présenterai demain à votre Comité une mise à jour des perspectives économiques et financières du Canada. Cette présentation n'est pas un budget. Celui-ci viendra plus tard l'an prochain. Ceci étant dit, la présentation de demain est intégrée dans un tableau beaucoup plus large de la situation, qui replace dans un contexte plus général les défis économiques que doit relever le Canada. C'est ce tableau que j'aimerais vous présenter ce matin.

Le document d'aujourd'hui propose un nouveau cadre de la politique économique. J'aimerais préciser qu'il ne s'agit pas d'une liste de nouveaux programmes. Ce document est un énoncé de nos objectifs, de notre philosophie économique. Chacune de nos décisions budgétaires sera compatible avec ce cadre de référence.

J'aimerais tout d'abord exposer nos principes premiers. Premièrement, notre gouvernement a un objectif primordial. Il s'agit de l'emploi et de la croissance économique. Deuxièmement, nous croyons qu'une bonne politique économique et une bonne politique sociale ne font qu'un. Si l'on va vraiment au fond des choses, une bonne politique sociale commence par un bon emploi. Troisièmement, un pays qui veut continuer de répondre aux besoins de ses citoyens, doit être un pays qui paie ses factures.

Notre gouvernement a un objectif primordial. Il s'agit de l'emploi et de la croissance économique.

PROPERTY OF
FINANCE - TREASURY BOARD
REC'D - REÇU
OCT 18 1994
PROPRIETE DE
FINANCES - CONSEIL DU TRÉSOR

Notre génération doit démontrer la même volonté, la même sagesse pour créer une nouvelle infrastructure : une infrastructure basée sur le savoir et l'innovation.

Monsieur le Président, ces principes sont fondamentaux. L'emploi, la croissance et la responsabilité économique : voilà nos objectifs.

Notre quatrième principe : nous devons relever les défis d'aujourd'hui, comme les générations précédentes l'ont fait à leur époque : comme celle qui a mis en place l'infrastructure matérielle de l'après-guerre – la Voie maritime, les pipe-lines, le réseau routier; et comme la génération suivante, qui a créé l'infrastructure sociale d'un Canada attentif aux besoins de ses citoyens. Notre génération doit démontrer la même volonté, la même sagesse pour créer une nouvelle infrastructure : une infrastructure basée sur le savoir et l'innovation.

Et cinquièmement, la nature même du gouvernement doit changer. Nous devons développer une nouvelle conception des responsabilités. L'époque où les gouvernements pouvaient – ou devaient tout faire est bel et bien révolue. Nous avons besoin d'une nouvelle division du travail, d'un nouveau partenariat, d'une connaissance éclairée des avantages de chacun des partenaires. La responsabilité devrait incomber à ceux et celles qui sont les plus aptes à accomplir le travail. Pour y parvenir, il faut que le gouvernement sache reconnaître ses capacités réelles autant que ses limites.

Nous avons aujourd'hui de bonnes nouvelles et d'autres qui sont plutôt mauvaises.

La bonne nouvelle, c'est que la reprise économique est bien enclenchée. Durant les huit derniers mois, 327,000 emplois ont été créés, dont 316,000 à temps plein. Cette nouvelle n'est toutefois pas suffisante. En effet, la reprise économique est assombrie par une réalité déplorable, celle de 1,4 million de chômeurs. Le gouvernement a l'obligation de s'attaquer à ce problème dès maintenant. Il s'agit d'une évaluation sévère de la politique publique au Canada.

La crise de l'emploi n'est pas synonyme de récession et n'est pas une de ces fluctuations du cycle économique auxquelles nous sommes habitués. Il ne s'agit pas ici d'un phénomène cyclique, mais d'un changement en profondeur de notre comportement en matière économique. Cette crise affecte la planète entière. En ce moment même, il y a près de 35 millions de personnes sans emploi dans les pays industrialisés de l'OCDE.

Que s'est-il produit? Trois grands phénomènes nouveaux se sont produits. L'économie est devenue vraiment intégrée à l'échelle mondiale. La chute des dictatures et l'effondrement du communisme ont créé une

économie mondiale qui, pour la première fois, est entièrement ouverte. Les barrières commerciales ont été abaissées. Les communications sont instantanées. Les transports n'ont jamais été plus rapides. Les marchés sont actifs 24 heures sur 24. Il n'y a plus d'endroit où s'isoler. Et que cela plaise ou non, il n'y a plus de refuge nulle part.

Ensuite, des milliards de personnes, littéralement, dans ce que nous appelions naguère le «Tiers Monde», sont en train de se convertir à l'économie de marché moderne, presque toujours sur des principes de marché libre. Ce nouveau marché en émergence ne ressemble à rien de ce que le monde a connu jusqu'ici.

Il y a enfin la technologie de l'information qui connaît une expansion accélérée et absolument irrésistible. L'innovation, le savoir, les idées sont en train de s'imposer comme la seule véritable «monnaie forte» dans le monde.

Tout cela est synonyme de concurrence. Et la concurrence est source de possibilités nouvelles.

Pour ceux et celles qui possèdent les compétences appropriées, les perspectives de réussite n'ont jamais été plus prometteuses. On compte par douzaines les nouveaux marchés potentiels des centaines de millions de nouveaux acheteurs pour les biens et services canadiens. D'un bout à l'autre du pays, les entreprises s'attaquent à ces marchés et créent de nouveaux emplois.

Mais en même temps, cette concurrence est une source d'inquiétude pour beaucoup. Elle exerce des pressions à la baisse sur les salaires. Elle oblige les entreprises des vieux secteurs à supprimer des emplois. Et elle oblige des sociétés entières à s'adapter à des changements difficiles. La concurrence a bouleversé nos vies et nos propres attentes. Jusqu'à tout récemment, nous, Canadiens et Canadiennes, étions habitués à la réussite.

Pendant trente bonnes années, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nous n'avons connu qu'une forte croissance de l'emploi, une forte croissance de la productivité, une forte croissance des revenus et un faible taux de chômage. Nous avons été trop gâtés pendant trop longtemps et nous n'avons pas remarqué que les temps changeaient.

Nous avons été trop gâtés pendant trop longtemps et nous n'avons pas remarqué que les temps changeaient.

Nous n'avons pas voulu voir que le taux de chômage augmentait à chaque récession et demeurait chaque fois à un nouveau palier plus élevé que le précédent. Depuis les années 60, le taux moyen de chômage a plus que doublé, passant de 5 pour cent, il y a 25 ans, à plus de 10 pour cent au cours de la présente décennie.

Signaux mal reçus? Nous n'avons pas voulu voir non plus que la croissance de notre économie ralentissait graduellement depuis les vingt dernières années. Pendant les années 60, la croissance moyenne par habitant s'établissait à 5,5 pour cent. Dans les années 90, elle était tombée à zéro. Et finalement, nous n'avons pas voulu voir que les revenus réels stagnaient depuis le milieu des années 70, après trente ans ou presque de croissance rapide et continue.

Et alors que nous ignorions les signaux d'alarme, qu'avons-nous fait? Nous nous sommes mis à emprunter pour éviter de voir le problème en face, à emprunter d'abord chez nous, puis à l'étranger et toujours en hypothéquant l'avenir. Il est symptomatique que le dernier excédent global dans le secteur public, au Canada, ait été enregistré il y a vingt ans. De 1981 à cette année en l'espace de 13 ans seulement, la dette fédérale et provinciale a été multipliée par six pour atteindre près de $700 milliards ce qui représente maintenant plus de $24,000 par Canadien et Canadienne. Pendant les vingt dernières années, nous avons dépensé plus que nous épargnions.

La dégradation des finances publiques est devenue insoutenable. Ce n'est pas un problème idéologique. C'est une simple réalité mathématique.

Nous devons faire face à quelques dures vérités. Nous avons un déficit financier, mais nous avons aussi un déficit humain. Premièrement, les compétences au pays se sont détériorées. Pour réussir dans une économie fondée sur le savoir, nos connaissances doivent évoluer constamment. Deuxièmement, plusieurs de nos programmes de soutien du revenu sont devenus des culs-de-sac, menant à la dépendance, plutôt qu'à la reprise en charge. Troisièmement, les gouvernements ont perdu de vue la notion de direction, le rôle qu'ils doivent jouer dans l'économie moderne, et celui qu'ils devraient laisser aux autres. Enfin, nous devons réaliser que la dégradation des finances publiques est devenue insoutenable. Ce n'est pas un problème idéologique. C'est une simple réalité mathématique.

Que devons-nous faire de tout ça? La réponse : nous devons admettre la nécessité d'une réforme en profondeur. Nous devons élaborer un plan d'action et le suivre à la lettre. À notre avis, il n'existe qu'une réponse au dilemne de l'emploi. Et c'est une croissance économique appréciable et soutenue. Les économies en croissance créent des emplois. Les économies qui stagnent n'en créent pas. Et la condition essentielle à la croissance, c'est la productivité. C'est aussi simple que cela.

J'aimerais être sûr de bien me faire comprendre. Il ne s'agit pas de faire travailler les employés plus longtemps ou de laisser les patrons leur mener la vie dure. La productivité, c'est l'efficacité avec laquelle les idées, les travailleurs, les matières premières et les capitaux sont combinés dans l'économie.

La productivité est synonyme d'ingéniosité, d'amélioration des méthodes de gestion, d'attention portée aux suggestions des travailleurs. Une forte croissance de la productivité entraîne, à terme, une croissance plus rapide des revenus. En fait, c'est la seule façon d'accroître les revenus à long terme. C'est indéniable, la croissance de la productivité est la pierre angulaire d'un meilleur niveau de vie pour tous les Canadiens et Canadiennes.

Pour en avoir la preuve, examinons le passé et examinons la situation actuelle. Le rapport qui existe entre la productivité et l'emploi est frappant. Entre 1954 et 1973, la productivité augmentait à un rythme rapide, de 2,3 pour cent en moyenne par année. Pendant cette période, le chômage était relativement faible. Au cours des décennies qui ont suivi de 1974 à 1993, la croissance de la productivité a diminué de plus de moitié, tombant à 1,1 pour cent. Simultanément, le taux moyen de chômage a grimpé en flèche, passant de 5,2 à 8,9 pour cent.

Regardez maintenant le rapport qui existe entre la productivité et les revenus. Au début des années 70, quand la croissance de la productivité était forte, les revenus des Canadiens enregistraient eux aussi une vigoureuse croissance. Par contre, pendant la deuxième moitié de la décennie, la productivité a commencé à ralentir, tandis que la croissance des revenus se mettait également à fléchir. Et dans les années 80, lorsque la croissance de la productivité est devenue à peu près nulle, les revenus des Canadiens ont à peu près cessé d'augmenter.

Voilà pourquoi les salaires réels stagnent. Voilà pourquoi autant de familles ont l'impression que leur sort ne s'améliore pas. En fait, c'est une productivité insuffisante qui explique presque en totalité le ralentissement à long terme de notre économie depuis le début des années 70.

Mais le phénomène n'est pas particulier au Canada. Tous les pays en sont victimes. Et les remarques que je viens de formuler font l'objet d'un consensus général dans le monde. Où que vous tourniez les yeux, vers l'OCDE, vers le G-7, ou ailleurs, la conclusion est la même : les politiques et les pratiques qui freinent la croissance de la productivité garantissent une augmentation du chômage et un ralentissement de la croissance des revenus.

Autrement dit, l'amélioration de la productivité n'est pas l'ennemie de l'emploi, bien au contraire, c'est la meilleure alliée de nos travailleurs.

Mais comment peut-on améliorer la productivité? La réponse est claire. En améliorant nos compétences. En incitant l'innovation. En offrant un climat favorable aux investissements. En éliminant la dépendance financière des entreprises et des individus face à l'État, dépendance qui les empêche d'exploiter à fond leurs possibilités. Et finalement, en remettant de l'ordre dans nos finances publiques.

Tout cela exige une restructuration fondamentale du rôle de l'État dans l'économie, une nouvelle architecture qui nous permette d'agir dans le domaine de l'emploi, un nouveau cadre de croissance. Il y a cinq domaines d'action prioritaires. Il faut d'abord aider les Canadiens à acquérir des compétences.

Il existe, dans la vie des nations, des époques charnières, où les extraordinaires défis et possibilités appellent des réponses du même calibre. Nous vivons, en ce moment, une telle époque. Tout cela exige une restructuration fondamentale du rôle de l'État dans l'économie, une nouvelle architecture qui nous permette d'agir dans le domaine de l'emploi, un nouveau cadre de croissance.

Il y a, selon nous, cinq domaines d'action prioritaires. Il faut d'abord aider les Canadiens à acquérir les compétences qui leur permettront d'obtenir des emplois, de garder leur poste, de trouver un meilleur travail. Les faits sont éloquents. Au cours des vingt dernières années, le nombre d'emplois a diminué de 5,2 pour cent pour ceux qui ont fait uniquement des études primaires. Par contre, pour les personnes plus qualifiées, en particulier celles qui ont poursuivi leurs études au-delà du secondaire, l'emploi a enregistré une croissance rapide.

Examinons la dernière récession. Entre 1990 et 1993, les pertes nettes d'emplois se sont chiffrées à 190,000 au Canada. Cependant, ce chiffre masque la réalité. Pour les personnes n'ayant fait que leur secondaire ou moins, 640,000 emplois ont été perdus. Par contre, pour les personnes ayant poursuivi leurs études après le secondaire, 450,000 emplois ont été créés en termes nets.

Évidemment, cela ne veut pas de dire qu'il faudra à l'avenir un doctorat pour occuper un nouvel emploi. En fait, à peu près un tiers des emplois actuels peuvent être exercés par des personnes ayant fait leur secondaire ou des études moins poussées. Ce qu'il faut retenir, c'est que pour la plupart des catégories d'emplois, la tendance est très nettement à la prolongation et à l'amélioration de la formation, qu'il s'agisse d'études proprement dites ou de formation en cours d'emploi.

En ce qui concerne l'éducation et la formation, le problème au Canada ne tient pas à un manque d'argent. Des études internationales révèlent que nous dépensons plus dans le domaine de l'éducation que bien des pays. Cependant, les études révèlent aussi que, malgré l'importance de nos dépenses, nous sommes loin d'atteindre les résultats dont nous avons besoin. Par exemple, au fédéral, il nous faut améliorer la formation des chômeurs pendant qu'ils retirent des prestations d'assurance-chômage. Un soutien passif ne règlera rien. Il faut offrir aux Canadiens et Canadiennes une aide active.

Le deuxième grand élément de notre cadre consiste à inciter les Canadiens et Canadiennes à s'adapter au changement. Trop souvent, en tant que pays, nous avons agi à l'inverse. Les gouvernements ont dressé des barrières qui font obstacle aux efforts d'adaptation des individus. Les gouvernements ont dressé des barrières qui font également obstacle aux efforts d'adaptation des entreprises. Ces barrières doivent être démantelées. Par exemple, nous sommes d'avis que la protection et les subventions accordées aux entreprises constituent presque toujours la mauvaise solution.

Le deuxième consiste à inciter les Canadiens et Canadiennes à s'adapter au changement. Trop souvent, en tant que pays, nous avons agi à l'inverse.

L'OCDE est du même avis, et j'aimerais citer l'étude qu'elle a publiée récemment : «Ces subventions ont tendance à agir exactement dans le sens contraire de ce qu'il faudrait : elles ralentissent l'ajustement au lieu de le stimuler; elles découragent l'innovation au lieu de l'encourager et elles tendent à devenir permanentes.»

Nous allons changer toute notre approche en matière de subventions. Par exemple, nous n'appuierons pas de nouveaux mégaprojets. La décision que nous avons prise cet été au sujet des usines de valorisation du pétrole en est la preuve. Nous croyons également que l'aide économique régionale devrait privilégier les domaines réellement prometteurs, ceux qui ont de fortes chances de se révéler viables.

Nous avons l'intention de concentrer nos efforts par exemple sur le tourisme et sur l'instauration d'un climat favorable aux PME, les multinationales de demain. Au niveau des individus, comme le montre bien notre effort de refonte de la sécurité sociale, nous croyons aussi qu'il est nécessaire de modifier l'assurance-chômage, en nous appuyant sur les réformes amorcées dans le budget de février dernier.

Le système actuel d'assurance-chômage relève d'une politique sociale dépassée. Pour de nombreuses personnes, le système actuel semble répondre à leurs besoins. Par contre, pour beaucoup d'autres, il ne fait à peu près

rien pour leur réussite ou leur estime de soi. Le régime actuel relève aussi d'une politique économique dépassée. Il encourage les entreprises et les particuliers à recourir de manière chronique et répétée au programme. Il empêche les gens de s'adapter à des changements incontournables et aux possibilités qui se présentent. Par conséquent, nous avons l'intention de prendre des mesures qui feront de l'assurance-chômage ce que son nom indique, un programme d'assurance, et d'adopter des dispositions qui pourront favoriser l'aptitude à l'emploi.

Nous estimons en outre qu'il n'y a rien de pire qu'une taxe sur l'embauche. Or, c'est exactement ce que sont les charges sociales. Elles ont considérablement augmenté au fil des ans. Elles touchent les petits salariés beaucoup plus que les personnes à revenu élevé. Nous avons pris des mesures au début de notre mandat pour renverser cette tendance dans le cas des prestations d'assurance-chômage. Nous espérons prendre d'autres mesures dans l'avenir pour nous permettre d'éliminer le besoin de recourir à des prestations dès que la récession frappe – une démarche des plus néfastes, s'il en est.

Le troisième grand élément de notre cadre consiste à repenser le rôle de l'État. Si le Canada veut devenir plus productif, il faut que l'État le soit aussi. Nous devons nous concentrer sur l'essentiel et non sur l'accessoire. Nous devons cesser de chercher à régler tous les problèmes nous-mêmes et nous efforcer plutôt de faciliter des solutions, en partenariat avec les autres intervenants. Notre attitude est très simple à cet égard. Ce que le gouvernement fait, il doit savoir le faire vraiment bien.

Le troisième grand élément de notre cadre consiste à repenser le rôle de l'État. Si le Canada veut devenir plus productif, il faut que l'État le soit aussi.

Tel est le principe fondamental qui inspire l'examen des programmes en cours à l'heure actuelle. Si certaines activités gouvernementales ne répondent plus à l'intérêt public, elles seront abandonnées. Et en ce qui concerne les activités jugées importantes, nous déterminerons si un intervenant autre que le gouvernement fédéral pourrait être mieux placé pour les assumer.

Le même principe motive les plans de commercialisation des activités actuelles à Transports Canada. Il inspire notre politique de dévolution des services à ceux qui, dans le secteur public ou privé, sont les mieux placés pour les fournir. Une autre initiative que je dois souligner est la nécessité de faire le ménage des règlements fédéraux, qui coûtent aux entreprises

canadiennes des milliards de dollars. Parmi les 1,700 que nous avons déjà étudiés, un quart a été éliminé, un autre quart maintenu et la moitié sont soit revus, soit soumis à un examen plus approfondi en vue de les modifier.

Le quatrième grand élément de notre nouveau cadre économique consiste à mettre l'économie sur la bonne voie. Nous sommes persuadés que la principale source de création d'emplois est le secteur privé. Nous croyons que le rôle de l'État consiste principalement à se tenir à l'écart, et non dans le chemin de l'entreprise privée. Cela ne signifie pas, toutefois, que l'État n'a aucun rôle à jouer. L'État a de toute évidence un rôle à jouer dans la promotion de la croissance économique.

Le quatrième grand élément de notre nouveau cadre économique consiste à mettre l'économie sur la bonne voie. L'État a de toute évidence un rôle à jouer dans la promotion de la croissance économique.

Le gouvernement a certains avantages, certains atouts que personne d'autre ne possède. L'un de ces avantages réside dans la cueillette et la diffusion de l'information et des idées, des éléments qui peuvent être vitaux, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, qui n'ont pas les moyens de se tenir au courant de toutes les nouvelles technologies et des nouveaux marchés dans le monde.

Le gouvernement peut aussi jouer un rôle important en favorisant les réseaux ou les liens entre les entreprises, un élément vital, lui aussi, dans une économie où les nouvelles entreprises sont plus petites et plus spécialisées que jamais.

L'État a un rôle à jouer en aidant les PME à avoir accès au financement dont elles ont besoin pour innover et prospérer. L'État a un rôle à jouer en aidant les PME à avoir accès, non seulement à la technologie, mais aussi aux gens qui savent l'utiliser à bon escient. Nous devons, en tant que gouvernement et en tant que pays, tirer meilleur profit des sciences et de la technologie afin d'améliorer la productivité et la croissance. Il ne s'agit pas d'une question secondaire. Fondamentalement, ce sont les idées et leurs applications, et elles seules, qui permettent d'accroître la productivité à long terme. Dans le monde d'aujourd'hui, une économie d'ignorance est une économie condamnée à la stagnation.

Le commerce extérieur est un autre domaine dans lequel l'État doit montrer la voie à suivre. Le Canada, plus que jamais, est un pays exportateur. Pourtant, malgré son importance globale dans l'économie, le secteur des petites entreprises représente moins de 10 pour cent de la valeur de nos exportations de produits manufacturés. En fait, seulement 15 pour cent de nos entreprises manufacturières vendent à l'étranger. Cela est tout simplement insuffisant dans le monde d'aujourd'hui.

L'État a également un rôle à jouer dans la fourniture d'information, en particulier aux petites entreprises, pour qu'elles puissent exploiter les nouveaux débouchés qui se présentent à l'étranger. L'État a un rôle de chef de file à jouer en aidant les petites entreprises à avoir accès au financement dont elles ont besoin à l'exportation.

Le cinquième grand élément de notre cadre est absolument essentiel. Nous devons impérativement instaurer un climat financier sain dans ce pays. Si nous n'y parvenons pas, tous nos autres efforts échoueront. Nous avons nous-mêmes créé le problème du déficit et de la dette publique. Nous nous sommes infligés cette blessure. Nous devons entamer le processus de guérison.

Le cinquième grand élément de notre cadre est absolument essentiel. Si nous n'y parvenons pas, tous nos autres efforts échoueront.

La dette n'est pas l'affaire uniquement des banquiers de Bay Street. C'est l'affaire de tous les citoyens qui doivent verser des impôts plus élevés pour payer l'intérêt de la dette. C'est l'affaire des propriétaires dont les paiements hypothécaires sont élevés à cause de l'effet de la dette sur les taux d'intérêt. C'est l'affaire des chômeurs canadiens, lorsque les taux d'intérêt et les impôts élevés éloignent les investissements qui se traduiraient par la création d'emplois.

C'est l'affaire de chaque Canadien et Canadienne lorsque le déficit et la dette empêchent le gouvernement de se livrer à toutes les activités productives dont une société moderne, compatissante et concurrentielle a besoin. C'est également notre affaire lorsque nous hypothéquons l'avenir de nos enfants en laissant la dette s'accumuler.

La dette totale du secteur public au Canada a maintenant atteint 100 pour cent du PIB. À eux seuls, les intérêts sur cette dette ont dépassé $56 milliards l'an dernier dont près de $39 milliards ont été payés par le gouvernement fédéral. Cette somme risque de dépasser $44 milliards cette année. Nous en sommes arrivés au point où l'intérêt de la dette augmente plus vite que l'économie. Nous sommes endettés par-dessus la tête. Ça ne peut plus durer. La situation est insoutenable d'après les lois des marchés de capitaux. Elle est insoutenable d'après les lois de l'intérêt composé.

Au cours des cinq prochaines années, si nous ne faisions rien et laissions les paiements d'intérêt composé gonfler le déficit fédéral :

- la dette fédérale augmenterait de près de 50 pour cent pour dépasser les $800 milliards et

■ les paiements d'intérêt annuels passeraient à environ $64 milliards c'est-à-dire $20 milliards de plus que les $44 milliards que nous paierons cette année.

Mettons ces chiffres en perspective.

■ Cet accroissement en paiements d'intérêt seulement correspond à plus du double des montants que nous transférons aux provinces défavorisées au titre de la péréquation.

■ C'est l'équivalent du total de nos dépenses actuelles pour les personnes âgées.

■ Cela représente plus que les recettes totales tirées de la TPS.

Et encore, nous n'avons indiqué les effets de l'intérêt composé que sur cinq ans seulement. C'est comme si notre pays essayait de monter un escalier roulant qui serait en train de descendre. Le problème est si colossal que nous ne pouvons plus compter sur la croissance économique pour en sortir. Pourquoi?

Parce que le déficit est devenu lui-même un boulet pour la croissance. Tant qu'il n'aura pas été vaincu, trop d'investissements resteront à l'état de projets, les taux d'intérêt demeureront élevés, l'emploi diminuera et les générations futures en paieront le prix.

Notre but ultime est d'équilibrer le budget et de réduire sensiblement la dette publique en pourcentage de notre PIB. Nous nous sommes fixé comme objectif intérmédiaire de ramener le déficit à 3 pour cent du PIB d'ici 1996-97. J'aimerais être très clair à ce sujet. Rien, je le répète, rien ne nous fera dévier de notre objectif.

Notre but ultime est d'équilibrer le budget et de réduire sensiblement la dette publique en pourcentage de notre PIB.

En résumé, cinq éléments fondamentaux composent notre cadre de création d'emplois par la croissance économique : aider les Canadiens et Canadiennes à acquérir des compétences; inciter les Canadiens et Canadiennes à s'adapter au changement; repenser le rôle de l'État; mettre l'économie sur la bonne voie; instaurer un climat financier sain. L'objectif, c'est l'emploi. Le moyen, c'est la croissance. Et c'est le seul moyen.

Le document que nous déposons aujourd'hui, Monsieur le Président, n'est pas une liste de programmes nouveaux. C'est une stratégie économique pour l'avenir. C'est un critère que nous appliquerons à nos propres programmes. Nous croyons que l'on créera de bons emplois sur une base solide, uniquement si le gouvernement crée un climat de croissance – ce qui veut dire, en bout de ligne, se concentrer sur la productivité.

Voilà le contexte. Voilà les critères qui détermineront les mesures budgétaires à suivre. Une seule question s'impose. Si un programme économique, nouveau ou ancien, ne correspond pas à ces critères, devrions-nous le mettre de l'avant? La réponse est claire : non!

J'attends maintenant vos questions et une discussion avec votre Comité sur notre nouveau cadre de politique économique.